



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires de l'Aube**

Arrêté n°DDT-SAER-2026-162-0001
ordonnant la destruction à tir par un lieutenant de louveterie des sangliers
causant des dommages aux cultures agricoles

Le Préfet de l'Aube

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L 427.1 à L 427.3, L 427.6 et R 427.1 à R 427.4 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2024366-0001 du 31 décembre 2024 portant nomination des lieutenants de louveterie dans le département de l'AUBE ;

VU l'arrêté préfectoral n°DDT-SAER-2025177-0003 du 26 juin 2025 fixant les périodes et les modalités de destruction du lapin de garenne, du pigeon ramier et du sanglier, espèces classées susceptibles d'occasionner des dégâts du 1^{er} juillet 2025 au 30 juin 2026 dans le département de l'AUBE ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2026152-0018 du 1^{er} juin 2026 portant délégation de signature en matière d'administration générale à M. Jean-Christophe CHOLLEY, directeur départemental des territoires de l'Aube ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT-DIR-2026153-001 du 2 juin 2026 portant subdélégation de signature aux agents placés sous l'autorité de M. Jean-Christophe CHOLLEY, directeur départemental des territoires de l'Aube ;

VU la documentation technique du 26 novembre 2024 du ministère de la transition écologique, de l'énergie, du climat et de la préservation des risques, relative aux lieutenants de louveterie ;

VU la demande d'intervention de la Fédération départementale des chasseurs de l'Aube ;

ARRÊTE

Article premier : M. David LEPRUN, lieutenant de louveterie de la circonscription n° 2 ou son suppléant (désigné conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2024 susvisé), est chargé de détruire, sur le territoire des communes de LIGNOL-LE-CHATEAU, LONGCHAMP-SUR-AUJON, VILLE-SOUS-LA-FERTE, CHAMPIGNOL-LEZ-MONDEVILLE, BAYEL, BLIGNY, ARCONVILLE, BERGERES, COUVIGNON et si nécessaire sur le territoire des communes limitrophes, dans les conditions précisées aux articles 2 à 7 ci-après, les sangliers causant des dommages aux cultures agricoles.

Article 2 - Période autorisée : Ces destructions seront réalisées du 12 juin 2026 au 12 juillet 2026, l'opportunité du choix des heures, lieux et jours de l'intervention étant laissée à l'initiative du lieutenant de louveterie responsable des opérations.

Article 3 - Modalités d'exécution : Les opérations décidées sous le couvert de la présente autorisation pourront avoir lieu de jour en tir individuel à l'approche ou à l'affût.

Dans un souci de meilleure efficacité, elles pourront également être organisées sous forme de tirs de nuit, de préférence à l'affût à proximité immédiate ou sur les cultures menacées par les dégâts.

Les tirs de nuit sont également autorisés, si besoin est, à partir de véhicules automobiles.

Ces destructions seront effectuées à l'aide de sources lumineuses et/ou de matériels d'observation thermiques. Les armes utilisées pourront être équipées de lunettes de visée thermiques.

Article 4 - Personnes autorisées : M. David LEPRUN ou son suppléant, pourra s'adjoindre, pour le succès des opérations qu'il organisera, l'aide d'un chauffeur et d'un accompagnateur. Seul le lieutenant de louveterie est autorisé à tirer.

Article 5 - Information : M. David LEPRUN ou son suppléant, avisera des opérations qu'il organisera, les maires des communes concernées ainsi que le Commandant de la Brigade de gendarmerie territorialement compétent.

Il préviendra également, via l'application internet de la louveterie, au moins 24 heures à l'avance de la date, de l'heure et du lieu de chaque opération, la Direction départementale des territoires ainsi que la garderie de l'Office français de la biodiversité.

Article 6 - Destination des animaux : La destination des animaux tués sera fixée par le lieutenant de louveterie, le présent arrêté valant autorisation de transport des animaux entre le lieu de la destruction et celui de leur destination.

Dans le cas où les animaux tués seraient éviscérés sur place, il est recommandé d'enterrer les viscères.

Chaque destinataire sera responsable de l'inspection de la venaison et de son examen sanitaire conformément à la réglementation en vigueur.

Article 7 - Compte rendu : Le lieutenant de louveterie responsable établira et adressera à la Direction départementale des territoires, pour le 22 juillet 2026 un compte rendu d'exécution des opérations qu'il aura menées et qui précisera pour chaque opération :

- les conditions de déroulement des interventions,
- le nombre d'animaux vus et prélevés ainsi que leur localisation pour chaque sortie.

Ce rapport sera saisi sur l'application internet de la louveterie.

Article 8 : M. Directeur départemental des territoires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au lieutenant de louveterie concerné et dont copie sera adressée à MM. le Président de la Fédération départementale des chasseurs de l'AUBE, le Commandant du Groupement de gendarmerie, le Chef du service départemental de l'Office français de la biodiversité, ainsi qu'aux maires des communes de LIGNOL-LE-CHATEAU, LONGCHAMP-SUR-AUJON, VILLE-SOUS-LA-FERTE, CHAMPIGNOL-LEZ-MONDEVILLE, BAYEL, BLIGNY, ARCONVILLE, BERGERES et COUVIGNON.

Troyes, le 11 juin 2026

La directrice départementale adjointe



Aline SIRE